

ETATS-UNIS : NOUVELLE DONNE EN MATIÈRE D'ARMEMENT ?

L'élection de Barack Obama peut-elle conduire à l'interdiction et des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions aux Etats-Unis ?



© DR

Barack Obama a déclaré le 10 septembre dernier au Think-Tank américain « Arms Control Association » qu'il soutenait « vivement les initiatives internationales limitant les dangers des armes conventionnelles pour les civils » et qu'il souhaitait « reconquérir le leadership sur cette question en rejoignant nos alliés dans les négociations ». A priori encourageante, cette déclaration ouvre-t-elle la porte à une interdiction américaine des mines et des bombes à sous-munitions (BASM) ? Alors que jusqu'à présent, les États-Unis ont toujours refusé de se plier à toutes formes de normes internationales contraignantes, cette déclaration est déjà une révolution en soi. Analyse des propos d'Obama et des pratiques américaines sur les questions d'armement.

Obama Président, les américains accepteront-ils enfin de se plier aux normes internationales en matière d'armement ?

Jusqu'à présent, les États-Unis, de par leurs pratiques et leur discours, se réservaient une place particulière, privilégiée, au sein de la communauté internationale, celle de garants de la paix, de « gendarmes internationaux ». Héritage de la guerre froide, cette posture les dédouanait de contraindre leurs pratiques par des normes internationales, notamment en matière d'armement ou d'opérations militaires. Que ce soit contre le bloc soviétique ou contre le terrorisme, l'ampleur de la menace qui pesait sur la communauté internationale était présentée comme telle que tous les moyens étaient bons pour la combattre. Les conséquences effroyables de leurs actes et du recours massif à certaines armes telles que les mines antipersonnel ou les bombes à sous-munitions, sur les populations cambodgiennes, vietnamiennes, afghanes ou irakiennes n'étant considérés que comme des dommages collatéraux, inévitables.

Lorsque le candidat Barack Obama déclare qu'il souhaite rejoindre les négociations internationales en cours pour limiter les conséquences des armes conventionnelles sur les civils cela représente, en soi, un changement de posture radical, jusqu'à présent inimaginable pour les Américains, même du temps de l'administration Clinton. En appelant les États-Unis à jouer un rôle de leader sur ces questions, Obama signifie, en filigrane, qu'il accepte que son pays se plie, aussi, aux règles du jeu en vigueur, acceptant ainsi de sortir d'un superbe isolement diplomatique. A travers cette nouvelle grille de lecture, les conséquences humanitaires d'armes telles que les mines et les BASM deviennent inacceptables. Des solutions doivent être trouvées. Dans un contexte de campagne électorale particulièrement tendu, face à un adversaire connu pour ses positions bellicistes, Barack Obama pouvait difficilement aller plus loin dans le discours sous peine d'être soupçonné de mettre en péril la souveraineté et, en conséquence, la sécurité américaine.

Ce changement de posture peut-il se traduire par l'interdiction des mines antipersonnel ?

La reconnaissance explicite par Barack Obama des problèmes humanitaires causés par les mines et sa déclaration en faveur de la recherche de solutions alternatives à ces armes représentent un premier pas encourageant. Cependant, compte-tenu du contexte international et des enjeux électoraux, il pouvait difficilement aller plus loin dans les solutions à apporter au problème. Maintenant qu'il est élu Président, il devra agir dans un contexte de fortes tensions internationales, au moment même où la production américaine de mines nouvelles génération vient d'être relancée. Pour concrétiser ses engagements de campagne, notamment sur le rôle de leader joué par les US, la ratification du Traité d'Ottawa pour interdire les mines antipersonnel serait un signal fort. Pour les ONG engagées dans le combat contre ces armes, notamment Handicap International, cette norme internationale est la seule solution à la hauteur des problèmes humanitaires posés par les mines. Virage à 180° de la politique américaine, cette adhésion serait une mise en pratique tangible du changement de posture promu par le candidat.

Où en sont les Etats-Unis sur la question des mines ?

Les États-Unis font parties des 37 pays qui refusent encore et toujours de signer le Traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel. Les États-Unis n'ont pas utilisé de mines antipersonnel depuis 1991, et ont décrété depuis 1992 un moratoire sur l'exportation de ces armes. Le pays possède le 3e stock mondial de mines avec 10,4 millions d'engins stockés dans ses arsenaux. Le Pentagone a relancé en 2006 un programme de 1,66 milliards de \$ pour la recherche de nouveaux systèmes de mines antipersonnel, appelés Spider et Intelligent Munitions System. Il a commencé en juin 2006 une première production à petite échelle de Spider – c'est la première production de mines antipersonnel par les États-Unis depuis 1997. On le voit, jusqu'à présent, le Pentagone ne semble pas prêt à renoncer à ces armes controversées mais jugées nécessaires « pour protéger les militaires américains, les militaires des forces alliées ou les civils ».

Le Président Obama concrétisera t-il ses déclarations de campagne en acceptant d'interdire définitivement les bombes à sous-munitions (BASM) ?

Le pays, grand absent du processus d'Oslo visant l'interdiction des BASM, fait pression sur les États participants afin qu'ils se retirent des négociations et a manœuvré en secret pour affaiblir la portée du futur traité d'interdiction. Pendant la Conférence de Dublin en mai 2008 (à laquelle les États-Unis ne participaient pas), l'administration américaine a ainsi menacé les pays favorables au futur Traité de ne plus participer aux opérations conjointes de maintien de la paix ou d'aide humanitaire, lorsque celles-ci impliqueraient un État signataire du Traité. Une menace lourde de conséquences pour des pays comme l'Irak ou l'Afghanistan... Dans ce contexte particulièrement tendu, l'intérêt affiché par Barack Obama pour la question des BASM représente donc un signe très positif.

En revanche, les réponses proposées par Barack Obama sont, pour l'instant, très éloignées de l'interdiction. Il soutient ainsi le moratoire (mis en place par le gouvernement Bush en 2007) limitant le transfert des armes à sous-munitions par les États-Unis, selon des règles d'engagement strictes (notamment absence de civils dans la zone visée) et selon le type de sous-munitions (ayant un taux d'échec inférieur à 1%). Pour Handicap International, ces réponses ne sont pas appropriées à la nature de l'arme et à l'ampleur de sa menace. Un rapport de l'association montre en effet que 98% des victimes recensées de sous-munitions sont des civils et que le taux d'échec de 1% n'est jamais vérifié dans les conditions réelles du combat. Pour l'association, la seule solution pour renforcer l'exemplarité et le leadership des États-Unis sur la question des BASM est qu'ils signent le Traité d'Oslo présenté aux États le 3 décembre prochain.

Interdiction des mines, des bombes à sous-munitions...les occasions seront nombreuses pour Barack Obama, de mettre en pratique sa nouvelle vision de la place des États-Unis au sein de la communauté internationale. A la fois comme pays moteur, mais aussi, et c'est nouveau, comme bon élève qui montre l'exemple et qui tire les normes internationales vers le haut. L'enjeu est de taille. Il constituera un défi majeur pour le nouveau Président.